

SOMBRE TABLEAU DES JOURNALISTES EN AFRIQUE SUB-SAHARIENNE

PRATIQUES ET FORMATIONS EN EVOLUTION POSITIVE

PAR

Christine SIMON*

Il n'est guère facile d'être journaliste en Afrique ! Mal payé, mal équipé, mal considéré, mal protégé, mal – ou non – formé, le journaliste professionnel africain – singulièrement celui d'Afrique subsaharienne – vit souvent d'expédients, tout en surmontant son lot de difficultés ou de « tracasseries » dit-on à Kinshasa. Des tracasseries subies au quotidien qui, par une sorte de ricochet, forcent le journaliste africain à des contorsions mentales et professionnelles. Et, un moment de gêne étant vite passé, à tordre le cou à la déontologie. Après tout, un journaliste qui a faim est-il un journaliste libre ?

DES PRATIQUES DE CONFUSION

L'exemple de la République démocratique du Congo (RDC) est édifiant, même si les « *tracasseries* » ne visent pas les seuls journalistes. Combien d'entre eux ne se laissent-ils pas séduire ou plutôt corrompre pour quelques dollars offerts par un donateur qui n'attend qu'un article à sa gloire ? Combien de journalistes professionnels congolais n'acceptent-ils pas d'endosser, en même temps, la fonction d'attaché de presse d'un ministre, témoignant ainsi d'une réelle cécité déontologique ? Combien de « chevaliers de la plume », comme on dit en RDC, n'affirment-ils pas, dans leurs médias, l'exact contraire de ce qu'ils ont vu ou entendu, parce qu'un patron d'entreprise leur a « graissé la patte » ?

Dans ce contexte, les sources ne sont évidemment pas recoupées – et pour cause –, tandis que leurs erreurs, factuelles ou intentionnelles, n'entraînent que très rarement un rectificatif dès le lendemain – et pour cause, bis.

Quelques éclairages congolais sont significatifs, à défaut d'un état des lieux complet. La Radio télévision nationale congolaise (RTNC) confond souvent information et propagande. Les radios et les télévisions poussent comme des champignons au mépris de toute règle (piratage à tout va, non-paiement des taxes, pas de rédaction...). Les journaux « sans journaliste » éclosent, mais disparaissent aussi vite. Kinshasa, ville comptant plus de 7 millions d'habitants dont les trois-quarts vivent avec moins d'un dollar par jour, diffuse une centaine de titres de journaux, dont le prix à l'unité frise les deux dollars.

Le tableau des médias congolais est sombre. Il y a d'excellents journalistes en RDC, porteurs d'espoir pour la profession et exemples à suivre pour les plus jeunes. Formés sur le

* Journaliste et, depuis début 2008, consultante en communication sur l'efficacité de l'aide en RDC.

tas, disposant de peu d'outils de référence (sauf Internet sur quelques ordinateurs portables en partage), ils sont certainement prêts à « *porter la plume dans la plaie* », comme l'écrivait Arthur Londres. S'ils espèrent une amélioration de leurs conditions de vie et de travail, ils veulent aussi se former, disposer de bons outils, s'armer pour maîtriser l'écriture et la déontologie. Beaucoup de journalistes réclament de vraies formations qui répondent à leurs besoins et qui n'ont rien à voir avec les séminaires qui se multipliaient durant la Transition.

DES SEMINAIRES A LA FORMATION *IN SITU*

Une expérience initiale de bonne volonté

En vue des élections présidentielles, législatives et provinciales de 2006, les bailleurs de fonds ont voulu soutenir le processus électoral et la démocratie congolaise (re)naissante. Pour ce faire, ils ont ciblé différentes catégories professionnelles ou militantes et misé sur la reconstruction du pays, qui passait par un soutien électoral. Dans ce contexte, les médias se profilaient tout naturellement comme acteurs-clefs du dispositif, devenant des vecteurs du changement. Pendant deux ans, les séminaires dits de formation ou ateliers se sont multipliés, autour de thèmes peu exploités jusque-là : droits de l'homme, bonne gouvernance, démocratie, processus électoral, etc. Il s'agissait de thèmes inexploités jusque-là, qui ont souvent donné naissance à des rubriques nouvelles.

Face à l'urgence pré-électorale, les animateurs de la Transition et les bailleurs de fonds n'ont pas brillé par une réflexion en profondeur. Les actions de formation pour les médias se bornaient à réunir une quarantaine de journalistes dans une salle, pendant deux ou trois jours. Au menu : « cours » *ex-cathedra* avec dossier à l'appui, exemples de textes à rédiger sur le thème, petit repas le midi et quelques dollars pour « le transport » – mot camouflage qui, dans la pratique, représente un *per diem*. Les sujets traités de manière illustrative se retrouvaient dans la presse du lendemain. Dans les années 2004-2005, la multiplication de ce type de formations était telle que les responsables des journaux, radios ou télévisions devaient, chaque jour, se passer d'un ou deux collaborateurs. Après les élections, les critiques sur la méthode se sont amplifiées, tant et si bien que, dès 2007, ces séminaires, s'ils n'ont pas complètement disparu – parce qu'il y a bien des choses à transmettre de manière *ex cathedra* – se sont raréfiés.

Reste que, à l'instar de tous les journalistes du monde, les journalistes congolais (d'un site Internet, d'un journal, d'une radio ou d'une télévision) veulent renforcer leurs capacités tout au long de la carrière. Les méthodes et les techniques évoluent à un rythme accéléré. On n'écrit plus aujourd'hui comme il y a cinquante ans. On ne lit plus les billets radiophoniques comme il y a vingt ans et la télévision de papa a disparu..., sauf des archives.

Que faire, dès lors, pour former de manière durable les journalistes africains, hors de ces fameux séminaires ou ateliers qui relevaient plus de la conférence de presse que de la formation ? Quelle méthode adopter ? Dès 2003, l'Agence internationale de la Francophonie, devenue depuis Organisation internationale de la Francophonie (OIF), a répondu à cette question en ouvrant la voie de la « formation *in situ* » en Afrique, grâce à un partenariat avec la Communauté française de Belgique et son agence d'exécution, l'Association pour la promotion de l'éducation et de la formation à l'étranger (APEFE). Deux projets ont été menés. L'un, en radio (2004-2005), au Burkina Faso, visait les journalistes et responsables de sept radios commerciales et communautaires de

Ouagadougou. L'autre, en presse écrite (2003-2007), ciblait, pour l'essentiel, les journalistes et responsables (rédacteurs en chef, chefs de rubriques) d'une dizaine de quotidiens et hebdomadaires de la République démocratique du Congo (Kinshasa, Lubumbashi et Kisangani), deux formations courtes mais participatives étant assurées au Congo-Brazzaville, notamment auprès des journalistes de *La Semaine africaine*.

Après une parenthèse durant laquelle les formations pour les journalistes se sont raréfiées, la Coopération britannique (Department for International Development, DFID) et France Coopération Internationale (FCI) ont lancé, fin 2008, des projets de formation visant à contribuer à la professionnalisation des journalistes en RDC. Intitulé « Médias pour la démocratie et la transparence en RDC », cet ensemble de projets comporte des sessions de formation *in situ*, au sein des entreprises médiatiques, tous supports confondus (presse, radio, télévision, sites Internet). Parmi les thèmes retenus, citons le **journalisme** thématique, en particulier, les élections locales, l'économie, l'investigation et les affaires juridiques

Nous nous bornons ici à tirer les leçons de notre propre expérience de formation *in situ* (de mai 2005 à décembre 2007), au sein des dix rédactions de presse sélectionnées. Les six quotidiens bénéficiaires, tous de Kinshasa, étaient : *Le Potentiel*, *Le Phare*, *l'Observateur*, *Uburu*, *La Référence Plus* et *Le Forum des As*. Les quatre hebdomadaires étaient : *Le Révéléateur* (Kinshasa) ; *Quiproquo* et *Mukuba* (Lubumbashi) ; *La Semaine africaine* (Brazzaville). Notre intervention à Kisangani – où les quotidiens ne sont plus édités – a ciblé les correspondants des journaux de Kinshasa, bénéficiaires du projet.

Deux stratégies : l'ex situ et l'in situ

Pour renforcer les compétences des journalistes de la presse en République démocratique du Congo (RDC), deux stratégies de formation coexistent et sont d'ailleurs complémentaires : les modules *ex situ* et l'immersion *in situ*.

Dans le premier cas, le formateur – qu'il soit du Nord ou du Sud – réunit les journalistes (de la presse écrite ou audiovisuelle) dans un lieu donné, où il organise, pendant une période de 2 à 6 jours, un séminaire autour d'un thème précis. Une manière scolaire, mais utile, de transmettre du contenu – ce qui est indispensable. Une manière bon marché aussi, le coût d'intervention se limitant au travail de l'expert pendant une période courte, aux documents à distribuer, à la location de la salle et à quelques « à côtés ».

Dans la seconde hypothèse, *in situ*, le formateur s'immerge au sein d'une rédaction, sur le lieu de travail des journalistes, pendant une période assez longue, de 5 semaines à 2 mois en moyenne. Le formateur cerne évidemment le thème fixé (le visuel dans les médias, le rôle du secrétaire de rédaction, le journalisme dit d'investigation, le journalisme économique...). Il s'agit d'un travail de longue haleine, dont le coût d'intervention est élevé puisque le formateur doit s'expatrier.

Tirant profit des expériences précédentes, DFID/FCI ont opté pour une voie médiane : en 2009, les formateurs sélectionnés combineront les deux formules, formations *in situ* dans les entreprises de presse et séminaires centralisés.

En ce qui concerne l'intervention OIF/APEFE menée jusqu'à la fin 2007, les partenaires institutionnels étaient trois instituts congolais de formation des journalistes. Les liens entre formation initiale et pratique professionnelle ont ainsi été assurés au travers de séminaires participatifs et de travaux pratiques. Les bénéficiaires étaient les étudiants de

première licence de l'Institut facultaire des sciences de l'information et de la communication (IFASIC) des Facultés catholiques de Kinshasa (FCK) et de l'Université de Lubumbashi-UNILU.

Formation, coaching, conseil

Quels sont les points forts d'une formation *in situ* ?

Le premier tient certainement au formateur qui adapte son intervention aux attentes des « formés », après les avoir écoutés et avoir clairement identifié leurs besoins. Cette stratégie relève à la fois de la formation, du *coaching* et du conseil. Elle est élaborée selon le souhait de chaque rédaction bénéficiaire.

Un autre point fort de la méthode tient à une évidence de situation. Contrairement aux séminaires « classiques », ce ne sont pas les journalistes qui vont à la rencontre du formateur, mais le formateur qui va vers les journalistes, s'installant à leurs côtés, dans leur cadre de vie professionnelle, au cœur de leur salle de rédaction. Ce n'est donc pas un seul journaliste d'une équipe rédactionnelle qui « renforce ses compétences » en assistant à un séminaire hors de son entreprise, mais l'ensemble des journalistes d'une même rédaction qui, sans se déplacer, bénéficient de l'intervention du formateur.

Troisième évidence : le journaliste participant à un séminaire s'absente évidemment de sa rédaction et, quand il revient, il ne dispose que très rarement – en pratique, jamais, surtout dans un quotidien – du temps nécessaire pour restituer à ses collègues les informations qu'il a engrangées.

Enfin, comme plusieurs journalistes d'une même rédaction entendent les mêmes informations, ceux qui ont assimilé les bonnes pratiques peuvent ponctuellement les réexpliquer aux autres, notamment aux jeunes journalistes.

En fait, la formation *in situ* est aux séminaires ce que le « sur mesure » est au « prêt-à-porter ».

GENESE DU PROJET OIF/APEFE

En 2000, la Francophonie a imaginé ce projet de « renforcement des compétences des journalistes congolais de presse par leurs pairs du Nord ». Dans un schéma de coopération et dans les projets de formation en général, il n'est pas rare, en effet, que des bailleurs ou des formateurs suggèrent une offre d'intervention sans attendre qu'une demande en bonne et due forme soit formulée par les bénéficiaires.

Toutefois, la particularité du projet a nécessité trois ans de rencontres et de mise au point pour lever les – nombreuses – réticences des éditeurs bénéficiaires. Trois ans pour ajuster les concepts de la formation *in situ* à la réalité du terrain, pour mettre au point les détails avec les éditeurs et dirigeants des journaux congolais, les responsables des institutions de formation en journalisme... Il aura surtout fallu convaincre les directeurs de publication d'accueillir un « corps étranger » – dans tous les sens du terme. Enfin, au début des années 2000, pour les éditeurs congolais, renforcer les compétences professionnelles de leurs journalistes pour confectionner un journal plus lisible, plus attrayant et qui se vendrait mieux

ne constituait pas *a priori* un argument de poids. La plupart des éditeurs, en effet, percevaient mal le bien-fondé d'une « formation-cadeau » qu'ils n'avaient jamais demandée.

Les préalables indispensables

Dans le même temps, les concepteurs du projet ont dû lever quelques options sur les pays d'accueil du projet, les rédactions bénéficiaires, le contenu de la formation, etc. Initialement, la RDC, la République du Congo, le Burundi et le Rwanda étaient ciblés mais, après analyses, ce sont la RDC et le Congo Brazzaville qui ont été retenus. La capitale de la RDC abritant de nombreux quotidiens, c'est à Kinshasa que le formateur/tuteur du Nord s'est installé, assurant, dès lors, depuis la capitale congolaise, des missions à Lubumbashi, à Kisangani et à Brazzaville (missions d'une ou deux semaines, selon les cas). Si, en fin de parcours, les éditeurs bénéficiaires du projet étaient volontaires et motivés, ils devaient toutefois répondre à certains critères objectifs : chaque éditeur responsable devait être clairement identifié, la rédaction de chaque journal devait disposer de bureaux et d'une adresse fixe, la périodicité de la publication devait être respectée, etc.

Finalement, une douzaine de rédactions ont été retenues. Programmé pour cinq ans, de début 2003 à fin 2007, le projet a été, au départ, décomposé en cinq phases successives qui devaient être assumées par cinq formateurs/experts autour de cinq thèmes : secrétariat de rédaction, gestion et marketing des entreprises de presse, rédaction en chef, photo et site Internet. Heureusement, les promoteurs avaient programmé une évaluation du projet à mi-parcours, se réservant ainsi la possibilité de modifier les thèmes et d'infléchir certaines actions. Ce qui a été fait (*cf. infra*).

Enfin, des synergies se sont imposées avec d'autres intervenants, tels l'Institut Panos Paris et le Groupe de recherche et d'échanges technologiques (GRET), présents sur le terrain. En outre, il allait de soi que les différents formateurs ont suivi les travaux de la Haute autorité des médias (HAM) – l'instance de régulation des médias durant la Transition, qui se transformera, une fois la loi votée en 2009, en Conseil supérieur de l'audiovisuel et de la communication (CSAC) –, de l'Observatoire des médias congolais (OMEC, instance d'autorégulation), de l'Union nationale de la Presse congolaise (UNPC) et du syndicat national de la presse congolaise (SNPP).

Evolution du projet

Les deux dernières phases de l'intervention, telles qu'initialement prévues, ont été fusionnées en une seule. A cause des retards accumulés, parfois pour simple raison administrative, il ne restait que 17 mois pour assurer les deux derniers modules thématiques. Tenant compte du souhait de bon nombre de journalistes des rédactions bénéficiaires, de l'évaluation indépendante menée fin 2005 et de la mission de l'OIF en 2006, le Comité de pilotage du projet a opté pour un thème fédérateur, à savoir le « visuel » (mise en scène de l'information, angle des papiers, chemin de fer, illustrations, genre de textes, etc.). A l'unanimité, il a souhaité une continuité dans le choix de l'intervenant pour éviter la période d'adaptation requise par un nouvel intervenant. Pour le comité de pilotage, le « visuel » était un thème suffisamment porteur, qui devait permettre de développer une nouvelle thématique de formation tout en renforçant les acquis. La phase étant globalement plus longue, chaque intervention a été allongée et rythmée par une première immersion de 5 ou 6 semaines dans chaque rédaction, suivie, quelques mois plus tard, d'une seconde immersion – sorte de « piqûre de rappel » – d'une ou deux semaines. Enfin, au sein de chaque rédaction,

un journaliste chevronné a été chargé de jouer les formateurs-relais, prenant en charge ses jeunes collègues en cas de besoin.

La liste initiale des bénéficiaires a été revue pour respecter les critères fixés dès le début de l'intervention en 2003. Finalement, *Le Potentiel*, *Le Phare*, *L'Observateur*, *La Référence Plus*, *Le Forum des As*, *Uburu* ainsi que les hebdomadaires *Le Révélateur*, *Mukuba*, *Quiproquo* et *La Semaine africaine* de Brazzaville ont été retenus pour bénéficier de la dernière phase de la formation *in situ*. En outre, une extension du projet à Kisangani, souhaitée par les responsables des rédactions kinoises, a été rencontrée. Comme le coût des déplacements en avion entre Kisangani et Kinshasa est onéreux pour les éditeurs kinois, la solution de former les correspondants de la Province Orientale sur place a été encouragée, le formateur assumant la jonction entre la rédaction centrale et le correspondant local.

LES REALITES DU JOURNALISTE AFRICAIN

Le coopérant du Nord qui se lancerait dans une formation *in situ* au sein d'une rédaction sans avoir jamais pratiqué le métier de journaliste professionnel témoignerait d'une grande légèreté. Comment, en effet, un formateur peut-il être crédible vis-à-vis d'une rédaction s'il ne possède qu'une connaissance théorique ou livresque du journalisme et s'il ignore les règles d'éthique et de déontologie du métier ? Assurer une formation *in situ* ne s'improvise pas davantage que le métier de journaliste. Pendant le compagnonnage de long terme au sein des rédactions, le formateur est très rapidement jugé et jaugé par ses pairs, qui attendent de lui un réel apport. Outre ses qualités professionnelles et managériales, le formateur doit témoigner de qualités humaines et disposer de solides facultés d'adaptation.

Rappelons-le : les journalistes congolais sont taraudés par le souci quotidien de se nourrir et de nourrir leur famille. Quand les journalistes sont payés, ils sont souvent mal payés, sauf ceux qui travaillent à Radio Okapi – la radio de la MONUC et de la Fondation Hirondelle). Ils exercent même souvent un deuxième métier...

Une déontologie sur mesure

Véritable gangrène du métier, le « coupage » – paiement d'un article par la personne interrogée – est une forme de corruption qui nuit à une pratique rigoureuse et déontologique de la profession. Pour le formateur, la quête d'argent des journalistes hors de leur pratique dans la rédaction engendre une double contrainte : il doit tenir compte de l'absentéisme « perlé » des journalistes ET de leur manque de motivation.

Lors de notre première intervention en 2005, certaines salles de rédaction étaient désertes parfois jusqu'à 15h. Avec les responsables des rédactions, nous avons modifié petit à petit les horaires de travail. Ainsi, au quotidien kinois *Le Phare*, en gagnant demi-heure par demi-heure sur l'horaire, la réunion de rédaction a fini par se tenir vers 13 h, la matinée étant réservée pour l'autre travail – ou la conférence de presse importante –, l'après-midi et le début de soirée pour le travail au journal. Au quotidien *Uburu*, la propriétaire, jugeant la rédaction pléthorique, a scindé les équipes en deux, instaurant le travail en alternance, un jour sur deux. Conséquence : chaque journaliste travaille une demi-semaine au maximum et voit son salaire adapté. Revers de la médaille : chaque dossier est suivi par différents titulaires et le journaliste qui traite un sujet aujourd'hui n'a pas nécessairement de contact avec celui qui traitait le sujet hier. Au formateur *in situ* de faire preuve de flexibilité, de s'accommoder

de la situation et de fournir tous les conseils utiles pour que les journalistes du jour assurent le suivi d'une information ou d'un dossier de la veille.

La flexibilité de l'intervenant *in situ* est le maître-mot. Outre les horaires contraignants, le formateur partage souvent avec ses collègues la chaleur, les moustiques, les coupures de courant, l'absence d'archivage de la documentation et des illustrations, les tours de rôle pour un bref accès à internet, etc. Faute d'ordinateurs disponibles, les journalistes congolais rédigent leur article à la main, leur texte étant remis à un opérateur de saisie. Perte de temps et multiplication d'erreurs à la clef.

Caisse et portefeuille

Les rédactions sont pauvres, mais les éditeurs – personne physique et propriétaire, les deux rôles étant souvent assumés par la même personne – confondent souvent leur portefeuille avec la caisse de la rédaction, refusant par exemple d'engager de véritables spécialistes du *marketing* et de la publicité, ce qui leur permettrait de gagner de l'argent. Sans doute oublient-ils l'économie même de la presse écrite : un journal se vend deux fois, une fois à ses lecteurs et une fois à ses annonceurs. Parce que les investissements coûtent cher, les éditeurs rechignent à investir dans l'outil de production. Parce que c'est perdre un peu de son autonomie, ils n'envisagent pas de s'allier avec un partenaire congolais ou étranger. L'éditeur veut rester seul maître dans son journal.

Le Potentiel est un des seuls journaux congolais à avoir trouvé des partenaires (Belges d'abord, Sud-Africains ensuite) pour appuyer son développement en investissant dans l'outil de production. Il est aussi un des rares à inciter ses journalistes à découvrir le monde et, ce, pas seulement sur invitation d'un « voyage tous frais payés ». La plupart des journaux assurent une rubrique d'actualités internationales..., qui est nourrie des journaux francophones internationaux ou d'Internet. Bien sûr, internationalement, les sources des journaux sont fort peu nombreuses – ne nous leurrions pas !. Reste que recopier *in extenso* un article puisé du *Monde*, du *Soir* ou du *Devoir*, sans référence à l'auteur ou au journal, n'est autre que du « co-pillage ». Et pourtant, nécessité oblige, c'est la pratique quotidienne des journalistes congolais, qui ne visent pas que l'international : les rubriques économiques, sportives et culturelles, mais aussi les articles d'analyse et de réflexion se retrouvent dans les pages des journaux congolais. Et personne ne paie les droits d'auteur, évidemment.

Forces et faiblesses

La formation en immersion gagne en efficacité si le formateur est réellement un expert et que son intervention bénéficie de la totale confiance des responsables des rédactions et de l'adhésion des journalistes. Sans le soutien des éditeurs et directeurs de rédaction, son travail relève de la mission impossible. Pour qu'ils adhèrent au projet, les journalistes doivent reconnaître le formateur comme un vrai professionnel, ayant un haut niveau d'expertise. Dans une formation *in situ*, cette exigence de base est d'autant plus forte que le compagnonnage « formateur/formés » s'étale de 5 à 7 semaines. En autant de jours, les failles et faiblesses du formateur ne peuvent être gommées.

Toutefois, des questions se posent au formateur.

En premier lieu, l'amélioration des pratiques est-elle mesurable ? Elle pourrait l'être par quelques indicateurs de performance qui n'ont pas été prévus lors des interventions. Cependant, ais la matière première étant humaine, la mesure ne peut se faire qu'à gros traits.

Sauf peut-être à l'occasion d'un sondage auprès des lecteurs, lors d'un changement radical de maquette, par exemple : c'est lors d'un changement significatif dans la présentation du journal que le lecteur perçoit une amélioration ou non dans la présentation des textes ou la rédaction des articles. Les changements du « chemin de fer », de nombre de pages, de maquette peuvent s'apprécier, à défaut de se mesurer, en comparant l'avant et l'après. Le lecteur qui comparerait une édition de 2003 et une de 2007 de son journal favori pointerait immédiatement des différences significatives dans la maquette, le choix des titres et des illustrations, la rédaction des légendes, le déroulé des rubriques, l'introduction éventuelle des caricatures, les genres d'articles, etc. ...

De plus, l'amélioration des pratiques est-elle palpable ? Sans aucun doute, même si les journalistes d'une même rédaction n'ont pas le même niveau de formation au départ de l'intervention, ni le même niveau de pratique, ni le même niveau de responsabilité dans la chaîne de confection du journal. Globalement, chaque journaliste congolais formé a amélioré son écriture, son style et la présentation de ses papiers. Il a aussi respecté davantage le chemin de fer et les longueurs des textes, mais aussi les horaires de remise des copies pour permettre aux responsables des rubriques de relire les textes, d'améliorer les titres et de bien sélectionner les illustrations. Lors des dernières séances de travail et d'évaluation au sein d'une rédaction, chaque journaliste est content de pointer les nouvelles compétences acquises (utilisation des différents genres d'articles, choix des photos et de la titraille, hiérarchie des sujets, etc.). Reste qu'il faudrait une amélioration durable et une qualité constante. Peut-être faudrait-il songer à une charte de la qualité de l'information comme elle commence à s'instaurer dans certains pays ?

Se pose en outre la question de savoir si le formateur doit assurer aussi un rôle de médiateur. Jouer au médiateur dépend de la manière dont le formateur comprend ou envisage son rôle. S'il est bien intégré dans la rédaction et reconnu par ses pairs journalistes, il peut aussi apaiser des tensions. Parce qu'il a l'oreille de la direction, avec laquelle il dialogue quotidiennement, il peut se permettre de jouer au facilitateur. Pour les journalistes dont le taux de syndicalisation est faible, faire « remonter » des revendications chez « le patron » tient souvent de la mission impossible. Le formateur peut montrer que si une solution n'est pas apportée, c'est tout simplement parce que l'éditeur ignore tout du problème et que la solution relève simplement du dialogue franc.

Finalement, quelle visibilité pour la formation *in situ* ? Pour les bailleurs de fond et les agences d'exécution, la formation *in situ* présente deux inconvénients majeurs : son coût et son manque de visibilité. Cette formule de formation, si elle est efficace, se veut discrète.

LA RELEVÉ DES UNIVERSITÉS ?

La formation *in situ* constitue-t-elle « la » méthode par excellence ? Oui, si l'on tient compte du contexte socio-économique des rédactions congolaises et/ou africaines et d'un minimum de données objectives et palpables, internes et externes, pour évaluer les résultats de l'intervention. Oui, si les deux méthodes de formation (séminaires et formation sur place) permettent, sur des thèmes ponctuels, de jouer les synergies et les complémentarités. Nous avons ainsi réussi à le faire avec le GRET, qui a organisé deux séminaires pratiques sur l'utilisation du logiciel Adobe InDesign (logiciel de mise en pages), permettant ainsi de réaliser des mises en page inventives.

Comme écrit plus haut, la réussite d'une formation *in situ* relève du scientifique et du psychologique. Qu'est-ce qu'un « bon journal » ? Comment juger qu'il s'est amélioré ? Selon quels critères ? Qu'est-ce qu'un « bon article » ? Qu'est-ce qu'une « bonne mise en page » ? Est-ce le contenu ? Le compte-rendu d'un événement truffé de quelques scoops ? La force d'un éditorial ? La mise en scène de l'information ? Est-ce le sujet aussi ? Chaque jour, il n'y a pas d'événements suffisamment forts (une guerre qui éclate, des résultats d'élections, des tours qui s'effondrent) pour faire « exploser les ventes » des journaux... et se rendre compte alors que le sujet prime sur le visuel.

Améliorer qualitativement et quantitativement les journaux relève évidemment de la formation initiale et de la formation continuée, mais aussi de la volonté des éditeurs. Certains d'entre eux, dont le patron du *Potentiel*, incite les journalistes à se former, à sortir du pays, à participer, en France ou en Belgique (notamment auprès de la Commission européenne), à des séminaires, avec leurs pairs européens. Sans doute d'autres éditeurs suivront-ils la voie ? L'idée d'un « recyclage » ponctuel des journalistes fait son chemin

Un modèle suisse ?

Une autre piste pour améliorer durablement la qualité de la presse pourrait s'inspirer d'un autre modèle. Depuis 2005, la fondation de droit suisse « Médias et société » a lancé une norme internationale ISAS-P 9001 (International Standardization & Accreditation Services) pour la presse, après avoir fait la même expérience pour les médias audiovisuels. Cette norme mesure, de manière indépendante et constante, la qualité des journaux, selon des critères précis : l'indépendance de la ligne éditoriale de la publication comprise en interne comme en externe, la transparence pour ce qui concerne la propriété du média, un code déontologique, un code pour la publicité.

Améliorer qualitativement et quantitativement la formation initiale des futurs journalistes doit être une priorité des institutions universitaires congolaises, mais certaines pratiques ont la vie dure : la réussite d'un examen tient parfois à l'enveloppe donnée discrètement à un professeur, sinon à d'autres faveurs féminines – les cotes sont, dit-on à Kinshasa, sexuellement transmissibles. N'oublions pas que, durant la dernière décennie du siècle dernier, les guerres ont éloigné les enfants des écoles. Les jeunes adultes inscrits aujourd'hui à l'université ont reçu jusque-là un enseignement en pointillé. Des efforts sont réalisés, depuis la reprise de la coopération structurelle, à améliorer l'éducation, en commençant par l'enseignement primaire. Il faudra donc encore du temps pour mesurer les changements.

La certification des écoles

Enfin, les écoles de journalisme congolaises pourraient dès à présent suivre la voie ouverte par certaines de leurs homologues : la certification de leurs formations auprès du Réseau de centres francophones de formation au journalisme (réseau Théophraste). Cette adhésion requiert évidemment un certain nombre de critères de sélection, comme l'adhésion à une charte sur la liberté de la presse – que l'école rédige – ou le désintéressement financier... Le Centre d'études des sciences et techniques de l'information (CESTI) rattaché à l'Université de Dakar (Sénégal) a, parmi d'autres institutions francophones de journalisme, obtenu cette certification bénéficiant d'un soutien de l'OIF. Adhérer à un réseau, c'est non seulement viser l'excellence, mais aussi permettre à des étudiants de dernière année de licence ou à des doctorants de découvrir, ailleurs, d'autres champs d'études, d'autres méthodes de travail.